

**Accord professionnel**

**BANQUE POPULAIRE**

**ACCORD DU 15 DÉCEMBRE 2010**  
RELATIF AUX ABSENCES POUR ÉVÉNEMENTS FAMILIAUX

NOR : ASET1150480M

**PRÉAMBULE**

Par un avenant en date du 27 septembre 2010, les partenaires sociaux de la branche bancaire ont étendu des dispositions de l'article 59 de la convention collective de la banque relatif aux absences pour événements familiaux aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité (Pacs).

Les parties signataires, souhaitant sur cette question maintenir une proximité avec ces évolutions intervenues au niveau de la branche bancaire, arrêtent les dispositions ci-dessous.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application de l'accord*

Le champ d'application de l'accord comprend l'ensemble des entreprises du réseau des Banques populaires mentionné à l'article 5-I de la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009 relative à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires.

**Article 2**

*Absences pour événements familiaux*

**Article 2.1**

*Autorisation d'absence*

	JOURS OUVRÉS
Mariage ou union par Pacs (1) du salarié	5
Mariage des descendants du salarié, des descendants de son conjoint ou des descendants du partenaire lié par un Pacs	2
Naissance ou adoption d'un enfant	3
Décès du conjoint ou du partenaire lié par un Pacs	5
Décès des père et mère du salarié, de son conjoint ou du partenaire lié par un Pacs	3
Décès des enfants du salarié, de son conjoint ou du partenaire lié par un Pacs	5
Décès des collatéraux du salarié, de son conjoint ou du partenaire lié par un Pacs (frère ou sœur du salarié, du conjoint ou du partenaire lié par un Pacs)	2
Décès des autres descendants et ascendants du salarié	2
Déménagement (au plus une fois par an hors déménagement professionnel)	2
(1) En cas de mariage, postérieur à la conclusion d'un Pacs, avec le même partenaire, il ne peut y avoir une deuxième ouverture de droits.	

Les salariés à temps partiel ou travaillant en modulation bénéficient des mêmes droits à absence que les salariés à temps plein selon les modalités de décompte propres à leur employeur.

Les absences pour événements familiaux sont prises au moment où intervient l'événement.

Seul le cumul des absences pour le mariage du salarié et pour le déménagement est admis.

## **Article 2.2**

### *Rémunération*

Pour les salariés ayant au moins 1 an d'ancienneté, la rémunération est maintenue pendant toute la durée de l'absence pour événements familiaux.

Pour les salariés ayant moins de 1 an d'ancienneté, la rémunération est maintenue à concurrence des durées légales.

L'ancienneté est calculée dans l'entreprise. Outre les périodes de présence effective au travail, sont validées les périodes d'absence qui, en application des dispositions légales, sont prises en compte pour les droits à l'ancienneté ainsi que les périodes d'absence ayant donné droit à un maintien de salaire total ou partiel pour les durées prévues par les dispositions conventionnelles applicables aux entreprises de la branche Banque populaire.

## **Article 3**

### *Dispositions de substitution*

Eu égard à l'article 5-I de la loi n° 2009-715 susvisée, les parties conviennent que les dispositions du présent accord remplacent intégralement l'article 59 de la convention collective de la banque en vigueur au 19 juin 2009, lequel a le même objet.

## **Article 4**

### *Durée de l'accord*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

## **Article 5**

### *Demande de révision et dénonciation*

Tout signataire peut demander la révision du présent accord, conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail. Cette demande doit être notifiée aux autres signataires par lettre recommandée, avec accusé de réception. Cette lettre doit comporter les points concernés par la demande de révision et être accompagnée de propositions écrites.

Les négociations concernant cette demande devront s'ouvrir au plus tard dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande de révision.

Le présent texte peut être dénoncé à tout moment par une des parties signataires, dans les conditions prévues à l'article L. 2261-9 du code du travail, sous respect d'un préavis de 3 mois. Ce préavis commence à courir le lendemain du jour du dépôt de la dénonciation auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Le présent accord est notifié par l'organe central à l'ensemble des organisations syndicales.

## **Article 6**

### *Dépôt et entrée en vigueur de l'accord*

Le présent accord entrera en vigueur au lendemain du jour de son dépôt auprès des autorités compétentes et telles que prévues ci-après.

Conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé par l'organe central en double exemplaire, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également remis par l'organe central au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 15 décembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

BPCE.

### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CFTC ;

CGT ;

CGT-FO ;

SNB CFE-CGC ;

UNSA.